

10/10/75

Maisonneuve

sorti
par
Maisonneuve

COMPTE RENDU DU III^e CONGRES DE L'ANEQ

Bien sur le comité ANEQ de l'organisation a participé à la troisième foire anequienne qui se tenait au Cegep de Limoilou à Québec, la fin de semaine du 27-28 septembre dernier.

Le mouvement étudiant québécois ne voit aujourd'hui dominé par un centralisme excessif exercé par le Conseil Central et l'exécutif de l'ANEQ.

Tout le mouvement étudiant de la base est soumis aux orientations et directives des instances supérieures de l'ANEQ qui l'encadre de façon dogmatique dans des positions ne lui permettant pas de déboucher sur les problèmes réels; c'est-à-dire qu'il n'y a pas seulement des ambiguïtés au niveau étudiant; que les problèmes que nous vivons dans le système d'éducation actuel sont directement reliés aux problèmes de la société dans laquelle nous avons l'illusion de vivre librement.

On n'a qu'à citer quelques "flashes" du Congrès afin d'éclairer la situation qui prévaut actuellement à l'ANEQ. Tout d'abord, parlons de la question de la représentativité à l'ANEQ; on a su que certaines gens qui faisaient partie du Conseil Central de l'ANEQ provenaient d'organisation non-membres de l'association (par exemple, Limoilou et Edouard-Montpetit), alors que l'ANEQ a tant "freaké" sur la représentativité de notre délégation aux derniers Conseils Régionaux.

On pourrait aussi parler des conditions matérielles au Congrès. En arrivant à la foire, on nous a garroché une pile de documents style bottin téléphonique, dans lesquels étaient inclus tous les points de l'ordre du jour et toutes les propositions allant apparaître durant le Congrès; il est bien évident qu'on n'a pas pu les lire à temps... Aussi, les points les plus importants de l'ordre du jour tels le Front Commun, les prêts-bourses, et le Rapport Nadeau ont été reportés à la fin du Congrès, ce qui ne permettait pas à l'assemblée de les étudier convenablement. Enfin bref, toutes ces conditions permirent au leadership anequien de contrôler le Congrès à sa guise.

On a vu, par le discours du secrétaire général (Pierre Laroche), que l'ANEQ identifiait le Ministère de l'Education comme l'ennemi commun; or donc, il déplace le problème de la lutte des classes sociales en mettant le problème principal au niveau de la contradiction MEQ/étudiants; on a aussi su que les leaders anequiens se justifiaient en soulignant leur importance primordiale face à la base, ce qui dénote une mauvaise centralisation des décisions au niveau de quatre ou cinq personnes dans l'erreur...

On a eu des petites nouvelles des prêts-bourses... En effet, après un discours fulgurant de Yves Mallette (partie intégrante de la tête) on nous proposait le rejet en bloc des politiques d'aide financière et comme action, on nous proposait un vaste et vague mouvement de dénonciation sans revendications précises, toujours sous la tutelle du Comité Central, ce qui enlève toute possibilité d'autonomie au mouvement de la base.

En ce qui concerne le Front Commun, sous prétexte de ne pas avoir en main de documents d'analyse, l'ANEQ s'est refusé à prendre position en faveur des conflits qui s'en viennent prochainement dans le secteur public et para-public. Ainsi, elle avoue son intégration flagrante au bureaucratisme, son manque de conscience politique au niveau du contexte québécois. Ajoutons à cela: "Qui ne dit mot consent"... L'ANEQ ne s'oppose même pas aux lois matraque telle le Bill 57, loi contre les travailleurs de la CTCUM. Après des prises de position comme celle-là, l'ANEQ essaie de récupérer le mouvement étudiant, qui à cause de la hausse des tarifs des billets d'autobus, réagit contre les positions de la direction de la CTCUM. On peut ainsi constater que la base du mouvement étudiant dépasse présentement de plusieurs longueurs le leadership de l'ANEQ, par ses actions. La pétition de l'ANEQ illustre à merveille les conséquences de la conception syndicaliste du mouvement étudiant: au nom de la défense des intérêts étudiants, l'ANEQ revendique des cartes spéciales pour les étudiants, les coupant par cette action de la masse des travailleurs touchés par le problème eux aussi. Et omet(!!!) d'expliquer la relation entre les hausses des tarifs et la loi matraque qui pourrait être généralisée entre le secteur public et para-public.

On peut facilement conclure que dans les circonstances actuelles, le mouvement étudiant passe par la mobilisation de sa base et ne pourra pas, comme dans le cas de la CTCUM, se passer d'une orientation politique minimalement cohérente.

* * *